Les feux de Mourepiane

Par Mohamed Maarfia Moudjahid

Dans la nuit du 24 au 25 août 1958, des groupes armés attaquent des objectifs sécuritaires et économiques à travers le territoire français. Les hommes, qui ont mené ces actions, ne sont pas venus des djebels, ils sont sortis des profondeurs des masses prolétaires expatriées qui vivotent à la périphérie des grandes villes industrielles françaises. Ils ont attaqué à Paris, Narbonne, Toulouse, Marseille, Montpellier, Le Havre, Rouen, Bordeaux, Lyon… Du 24 août au 7 septembre, des dizaines d'objectifs sont ciblés par les groupes de choc de la Fédération de France du FLN. Comment, et surtout pourquoi, le CCE a-t-il décidé de passer outre tous les conseils de modération et de prudence en portant la guerre sur le sol français même, et quelles ont été les conséquences politiques de cette offensive à «front renversé».

La première conclusion que l'ennemi tirera de ces stupéfiantes actions du FLN est que l'organisation clandestine, qui active dans ses murs et qu'il n'a jamais pu démanteler, dispose de groupes armés, entraînés, disciplinés et déterminés, en mesure de défier le maillage policier censé rendre impossible toute action d'envergure et qu'il bénéficie d'une logistique apte à son but et à sa fonction (finance, armements, solidarités discrètes et agissantes, caches, relais et filières de repli vers d'autres pays). La simultanéité des attaques, leur dispersion à travers un grand territoire, leurs résultats catastrophiques pour l'économie française et le fait que les Renseignements généraux n'en ont pas eu vent avant leur déclenchement imposent une première lecture politique : la Fédération de France du FLN est désormais respectée et obéit par l'ensemble de la communauté algérienne émigrée. Les agents stipendiés, et les groupes contre-révolutionnaires du MNA manipulés sont donc définitivement réduits ou complètement déconnectés de la grande masse des 400 000 Algériens vivant en France. Sur le plan hexagonal, l'opinion publique française, longtemps indifférente, ou à peine intéressée par ce qui se passe outre Méditerranée est soumise à un électrochoc qui la réveille en plein dans le drame algérien, après 45 mois de léthargie confortable.

Ferhat Abbas.

Messali Hadj.

Photos : DR

Sœur Anne, ne vois-tu rien venir ?

Des décennies plus tard, des personnes, qui ont longtemps fait des évènements de la guerre d'Algérie la substance de leurs écrits, continuent à s'interroger sur l'utilité et la pertinence de cette grande décision du CCE, que la FF a su rendre immédiatement exécutoire sur le terrain avec une remarquable efficacité. Elles n'hésitent pas à employer les mêmes vocables scélérats que ceux utilisés par les services psychologiques de l'armée française. Il est permis de se demander si cette curieuse position est due à une complaisance suspecte envers ceux qui ont déclenché une guerre totale contre les Algériens ou bien aux errements d'une mémoire désormais incertaine s'agissant du contexte qui prévalait en Algérie et en France à la veille et au lendemain du coup de forceps de mai 1958 qui a amené le général de Gaulle au pouvoir ? Pourquoi des intellectuels connus et reconnus continuent-ils à servir les rhétoriques indécentes de ceux qui, cinquante ans après la fin de la guerre, parlent encore de «la férocité et la brutalité des hordes du FLN» et de «légitime défense» pour tenter d'absoudre l'armée française de ses crimes en Algérie ? Le principe du rejet de l'option de la lutte armée sur le territoire de l'ex-métropole pour ne pas se mettre à dos le peuple français est-elle une coquetterie d'«historiens» exilés, puristes de la bienséance qui sied pour être l'hôte bienvenu chez ceux qui considèrent toute exigence de repentance comme une intolérable atteinte à leur fierté nationale ou bien le choix masochiste qui consiste à tendre l'autre joue à son bourreau ? C'est un peu tout cela, mais plus encore, bel et bien, pour ceux qui l'ont défendue à l'époque et qui continuent à s'en prévaloir, la constance d'un alignement sur les positions d'une certaine gauche française — en particulier les trotskystes — minimalistes doctrinaires de l'aide à apporter à la révolution algérienne. Il est bon de préciser que la décision de porter la guerre en France a été l'aboutissement d'une réflexion globale sur les stratégies à mettre en œuvre pour contrer la pression ennemie, d'année en année plus forte, et faire avancer la Révolution. Elle n'est pas née par génération spontanée. Elle n'a pas été une idée saugrenue venue soudainement au gré d'une rencontre impromptue entre les trois B. Elle a été jugée nécessaire par les membres du directoire politique de la Révolution qui étaient confrontés à des réalités particulières que nous allons brièvement évoquer. Par les conséquences qu'elle a induites, elle a marqué une étape importante dans le cours de la Révolution, au même titre que l'insurrection générale du 20 août 1955 et la grève des huit jours. Le dénominateur commun à ces trois remarquables évènements est la preuve indéniable donnée aux Français et au monde de la représentativité du FLN. Le prétexte de ne pas s'aliéner le peuple français en portant la guerre chez lui n'est qu'un prétexte. Aucun Algérien engagé dans le combat ne méconnaissait les sentiments véritables de ce peuple à l'égard de l'Algérie. Quand des historiens, qui connaissent parfaitement leur sujet, suggèrent qu'il existait une sorte de sympathie diffuse, un préjugé favorable de ce même peuple à l'égard de l'Algérie combattante, dont il ne fallait à aucun prix perdre le bénéfice, ils font délibérément dans la tromperie. Dès le déclenchement de la guerre de libération, les Algériens ont tenté par tous les moyens d'expliquer le sens de leur combat. Appels à travers des ondes amies, communiqués à la presse, tracts, approches de personnalités françaises représentatives, actions en direction de partis politiques ou de syndicats, discours devant des tribunes d'organisations internationale. «La lettre aux Français» du 20 mai 1956, du FLN reprend l'essentiel des arguments et des explications du mouvement indépendant. Et puis, les Algériens, soumis au fer et au feu, ont attendu…

L'Algérie en guerre vient de signifier à tous sa façon de voir les choses : «Le Sahara est algérien et tout passera par nous.» A bon entendeur salut. Au Moyen-Orient, la rue arabe est transportée de fierté. Les gouvernements, au diapason de leurs opinions publiques, prêtent une oreille plus attentive aux demandes algériennes. Les «Magirus» de Soufi Salah et de Mahmoud Cherif vont pouvoir déverser dans les dépôts du CCE leur chargement d'armements.

En fait, les Algériens attendaient depuis bien avant le 1er novembre 1954. Tous les hommes politiques algériens, depuis l'Emir Khaled à Ferhat Abbas, en passant par Messali — pour ne citer que les plus célèbres — se sont usés et vieilli à la tâche. La sentinelle, au regard pathétique, au bord du désert des Tartares, c'est chacun d'eux.

L'erreur de ces stratèges pressés est de n'avoir pas compris que le facteur «temps» n'avait pas la même valeur politique des deux côtés. Quand ils raisonnaient, eux, en termes de «quarts d'heure», les chefs de la Révolution raisonnaient en termes de décennies. A l'accélération artificielle du temps et aux montages publicitaires, le directoire politique de la Révolution oppose, sans fébrilité ni nervosité, la réalité têtue d'une action sur le long terme, toujours relancée, puisant ses ressorts dans les forces vives de tout un peuple

Il n'y a pire sourd que celui...

Les intellectuels algériens, engagés corps et âme dans la lutte, à l'instar de Abane Ramdane, Ferhat Abbas, M'hammed Yazid, Ahmed Boumendjel, Réda Malek, Saâd Dahleb, Ahmed Francis, Ali Haroun (la liste est encore longue) ont guetté, au long des mois et des années, chaque jour le moindre signe de compassion ou de bonne volonté chez les Français et n'ont jamais omis de le souligner et de le louer quand, çà et là, il s'est fait jour. Ils ont fini par se rendre à l'évidence : les Français, dans leur immense majorité — y compris les personnalités dites de «gauche» et les syndicalistes des luttes héroïques pour le garde-manger, la CGT en tête — demeuraient fondamentalement hostiles à l'idée de l'indépendance de l'Algérie (au passage, saluons la mémoire d'André Mandouze et de tous les justes qui ont pris le parti du peuple algérien). Déjà Abane Ramdane avait fait, en 1956, le constat de l'inconsistance et des faux- fuyants de la gauche française dès qu'il s'agit de parler sérieusement du problème algérien. Victimes de la propagande effrénée des lobby algérois portée par les médias, adeptes béats de l'increvable mythologie d'une France civilisatrice, chauvins primaires, acceptant, sans trop chercher à comprendre, la feuille de vigne impudique de «la pacification», gardant dans leur imaginaire le flash d'Epinal du beau légionnaire veillant aux marches de l'empire et du centurion sans peur et sans reproche anobli par des exploits (fabriqués de toutes pièces) en Indochine et qui, dans le bled algérien, use plutôt de la craie et de la seringue que du Mat 49, frémissant d'indignation à chaque soldat tué en «Afrique», l'Algérie pour l'immense majorité des Français est encore «l'Afrique» de Tartarin de Tarascon et le lieu de naissance de ces «Arabes sales, chapardeurs, paresseux, fanatiques et ingrats qui ont envahi les banlieues des villes françaises». La constante de l'approche des Algériens par beaucoup de Français est le mépris et le racisme. La légitimité du droit au sol des pieds-noirs «qui ont construit l'Algérie moderne» ne fait pas de doute et complique et brouille la vision des Français, quel que soit le parti politique auquel ils apportent leurs suffrages et quelle que soit la hauteur de la branche sociale où ils perchent.

La France profonde

C'est ainsi qu'au pays des principes de 1789, on vote socialiste et on accepte l'envoi du contingent en Algérie, on ne proteste pas contre les «pouvoirs spéciaux» pour faire la guerre totale, on «comprend» la guillotine, on prête l'oreille à ceux qui justifient la torture, on applaudit les paras qui défilent le 14 juillet, on fait chorus au comptoir du Café du commerce quand les rares compatriotes qui défendent le FLN sont couverts d'opprobre, on fait confiance à Robert Lacoste, l'homme des derniers quarts d'heure à rallonge, on croit volontiers aux mystifications extravagantes de Lacheroy sur le forum, on cotise, à l'invite de M. le maire, aux œuvres sociales de Mesdames Soustelle et Massu, on tricote dans les chaumières des chaussettes en laine et des pull over pour les braves trouffion (il neige en Kabylie).